

C'est bien Camus qui avait raison

ANNE LEGARÉ, *La crise d'octobre, le monde et nous*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Collection Champ libre, 2021, 224 pages

Michel Rioux

Volume 15, Number 3, Summer 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/96260ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rioux, M. (2021). Review of [C'est bien Camus qui avait raison / ANNE LEGARÉ, *La crise d'octobre, le monde et nous*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Collection Champ libre, 2021, 224 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 15(3), 11–12.



La construction du
QUÉBEC
au **XX^e** siècle

C'est bien Camus qui avait raison

Michel Rioux

Syndicaliste et chroniqueur

ANNE LEGARÉ

LA CRISE D'OCTOBRE, LE MONDE ET NOUS

Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Collection Champ libre, 2021, 224 pages

Plus de 50 ans après qu'elle a éclaté, la crise d'Octobre n'a eu de cesse que l'on s'interroge sur ces événements, que l'on cherche à découvrir ce qui a pu se tramer dans les arcanes fédéraux et que l'on réfléchisse sur les conséquences de cette crise sur le subconscient du peuple québécois.

Une recherche sur Internet nous permet d'apprendre que ce drame national a inspiré plus de quarante essais, que six films y ont été consacrés et pas moins de vingt-deux romans ont été écrits sur ce sujet. Comment oublier le film *Les ordres*, de Michel Brault? Les romans de Jacques Ferron, Yves Beauchemin et Victor-Lévy Beaulieu ont traversé le temps. Et parmi les essais, se démarquent *Les Québécois violents*, de Marc Laurendeau et, surtout, *FLQ: Histoire d'un mouvement clandestin*, de Louis Fournier, dont Boréal a publié en 2020 une réédition revue et augmentée. Il n'est pas hasardeux d'affirmer qu'il se trouve peu d'événements à avoir, au Québec, suscité autant de réflexions, de créations et d'analyses.

À ces œuvres, il faudra désormais ajouter le dernier essai de la politologue Anne Legaré, *La crise d'octobre, le monde et nous*. Il s'agit ici d'une analyse majeure qui permet une meilleure compréhension de ce qu'on pourrait appeler l'esprit du temps. Et à ce «monde» et à ce «nous», il faut ajouter le nom de l'auteur, dont le parcours personnel de militante atypique épouse les contours des espoirs et des déceptions collectifs.

Ce qui est intéressant dans la démarche d'Anne Legaré, c'est de la voir traverser ces années effervescentes alors qu'elle nous invite à la suivre dans sa propre histoire, qui

se déroule parfois en parallèle de la grande histoire, et parfois aussi en prise directe sur elle. Déplorant que nous ayons trop souvent relégué au fond de notre mémoire ce qui s'est alors passé, elle écrit: «Je voudrais échapper ici à ce travers de la mémoire en reliant ce passé à une histoire plus personnelle.»

Après avoir fait du journalisme à la pique à Paris durant trois ans, Anne Legaré revient au Québec en 1967, animée du désir ardent de changer le monde de Gatineau à Gaspé. Cette fille d'un député libéral fédéral s'enga-

Il s'agit ici d'une analyse majeure qui permet une meilleure compréhension de ce qu'on pourrait appeler l'esprit du temps. Et à ce «monde» et à ce «nous», il faut ajouter le nom de l'auteur, dont le parcours personnel de militante atypique épouse les contours des espoirs et des déceptions collectifs.

gera donc dans l'animation sociale, inspirée par la lecture de Camus qui, comme elle le souligne, voulait changer la société alors que Sartre, qu'elle suivra plus tard avant de revenir à l'auteur de *La peste*, voulait changer de société. Après Paris et Outremont, la militante s'active dans les quartiers populaires de Montréal pour y mener des actions d'animation et des séances d'éducation. Elle qualifie aujourd'hui d'opération magique «la prise de conscience par les citoyens défavorisés de leur propre pouvoir, sous les effets de l'animation sociale».

Les injustices sociales nourrissent sa révolte, ce qui explique qu'elle choisisse de militer en milieu populaire plutôt que de privilégier l'agitation en milieu étudiant. S'inspirant de *L'homme révolté*, elle partage le point de vue de Camus pour qui «la révolte part du réel pour s'acheminer dans un combat perpétuel vers la vie». Ni séparatiste ni nationaliste durant ces années, elle estime que c'est par la fréquentation de Camus qu'elle épouse la pensée socialiste.

ROMPRE

Celle qu'on se met à appeler à la fin des années soixante «Anne de la coupure» s'éloigne de la pensée camusienne pour se diriger lentement vers Sartre. «La marche de Camus à Sartre se faisait à petits pas», écrit-elle. Ayant obtenu une bourse de doctorat, elle part à Paris au beau milieu de la crise d'Octobre où elle s'active au sein l'Association générale des étudiants québécois en France fondée quatre ans auparavant par Bernard Landry. L'AGÉQF sera vertement dénoncée par un éditorialiste de *La Presse* en raison de son soutien à l'indépendance et au socialisme.

Micheline Cambron, dans la revue *Liberté*, avait qualifié Octobre de «bêvue de masse». Anne Legaré, dans le chapitre «La violence fantasmée», déplore que ces événements aient eu pour effet de mettre une distance entre le Parti québécois et la gauche, «l'obligeant à faire une démarcation entre objectif de souveraineté et engagement social radical». Elle explique d'ailleurs qu'Ottawa a compris quel intérêt il pouvait trouver en organisant, en sous-main, des opérations illégales ayant pour effet d'accentuer dans l'opinion l'équation «souverainiste égale felquiste». Elle sera désormais indépendantiste, revenant plus tard à Camus après un passage avec Sartre, qu'elle rencontrera en entrevue en janvier 1971 avec un collègue étudiant et un militant du Conseil central de Montréal (CSN).

Quand Le moulin à paroles, un événement artistique tenu sur les Plaines d'Abraham en 2009, refit une lecture du *Manifeste* du FLQ qui avait été lu à la télévision par Gaétan Montreuil, on s'est interrogé sur la pertinence de remettre ce texte dans l'actualité. L'auteure rappelle que l'éditorialiste du *Devoir*, Josée Legault, avait écrit que ce manifeste «était une invitation à prendre

suite à la page 12



La crise d'Octobre...

suite de la page 11

définitivement en main son destin». Pour Anne Legaré, «Camus et Sartre seront les deux faces d'un combat entre la compassion et la violence. Dans le *Manifeste* s'unissent ces deux forces, mais leur union permet de voir combien c'est la violence imaginaire qui prévaudra».

Elle déplore que ce qui manque aujourd'hui, ce soit une conscience actualisée du réflexe d'autocensure et de peur d'un grand nombre de Québécois qu'a soulevée le *Manifeste*. Le matin du 17 octobre, veille du jour où Pierre Laporte sera retrouvé mort, Claude Ryan publiait un éditorial dont l'auteure rappelle toute la pertinence. Le directeur du *Devoir* invitait l'État «à accorder un début de reconnaissance à un mouvement dont on peut contester les objectifs et réprouver les méthodes, mais dont on ne saurait nier la réalité». Il ajoutait que «les convictions politiques et sociales de ces militants correspondent à celles de milliers de citoyens».

LA RENCONTRE AVEC SARTRE

Anne Legaré et son collègue Saint-Onge voulaient obtenir de lui, à l'intention des Québécois, un diagnostic d'une extrême radicalité à propos du rapport entre le Québec et le Canada. Il y avait cependant un précédent à cette recherche d'appuis d'intellectuels français à la cause québécoise. Pierre Vallières rapporte que des intellectuels comme Jacques Berque, Jean-Marie Domenach, Alain Resnais, Jean-Luc Godard, Roger Garaudy, Nicole Dreyfus, Michèle Rey, Alain Badiou et autres avaient quelques années plus tôt manifesté leur soutien.

Sartre avait demandé qu'on lui remette un dossier sur ce qui se passait au Québec pour préparer l'entrevue. Ce dossier lui fut remis une semaine avant la rencontre. Les étudiants constatèrent avec ravissement que le philosophe avait tout lu! Trois thèmes avaient été retenus: la répression de plus en plus répandue dans les États démocratiques, l'impact de la question nationale en lien avec la Loi sur les mesures de guerre et le lien entre indépendance et socialisme.

Sartre, d'entrée de jeu, pose la question du colonialisme qui, aussi bien au Québec que dans d'autres régions du monde, amène la répression des droits. À ses yeux, une société capitaliste n'est pas seulement une société d'exploitation, mais aussi d'oppression, qui bientôt se transforme en répression. «La répression, c'est un signe simplement que les classes exploitées, opprimées, se sont rendu compte de l'oppression et qu'elles commencent à se dresser», dit Sartre. À ses yeux, et c'est ce qui lui apparaît le plus frappant, cette loi constitue une manière de dire clairement que les Québécois sont colonisés, qu'ils n'appartiennent pas à la même nation.

Sartre souligne avec justesse que si l'armée canadienne est dans les rues de Montréal, ce n'est pas pour défendre les ouvriers. Personne, répond-il, ne pense qu'on va enlever un ouvrier qui sort de son usine! Ceux que l'armée protège, ce sont les Anglo-Saxons et «des Québécois français liés par leurs intérêts à ces gens-là». À la question de savoir quel lien il voit entre la question nationale et le socialisme, Sartre se dit convaincu qu'on ne peut concevoir un nationalisme séparé de la révolution socialiste.

Cinquante ans plus tard, Anne Legaré se montre fort critique des analyses de Sartre. Elle s'étonne du «déterminisme économiciste» du philosophe, qui réduit les causes de la domination sociale à des facteurs de pauvreté et d'exploitation. Elle n'accepte pas ce qu'elle qualifie d'héritage marxiste un peu simpliste, qui consiste à réduire les droits de l'homme et les libertés à des droits formels.

Du meurtre à Paris de Mario Bachand, Anne Legaré livre sa propre vérité, elle que certains auteurs mal intentionnés ont plus ou moins associée à cette tragédie. Sa réplique est cinglante, essentiellement fondée sur des faits qui devraient faire taire une fois pour toutes rumeurs, fabulations et insinuations.

LA VIOLENCE D'ÉTAT

Selon l'auteure, la demande d'intervention d'Ottawa faite par le maire Jean Drapeau et le premier ministre Robert Bourassa constitue «un acte d'impuissance et de soumission» qui accrédite l'idée que le vrai gouvernement est à Ottawa. En promulguant la *Loi sur les mesures de guerre*, Pierre Elliott Trudeau rompt avec le libéralisme et le respect des droits. Ce qui lui sera sévèrement reproché par Claude Ryan, dont Anne Legaré cite des extraits d'un éditorial publié le lendemain de la proclamation de cette loi.

L'ancien théoricien de la méfiance à l'endroit de l'autorité constituée devient aujourd'hui un protecteur militaire. On chercherait en vain, dans les édits qui portent sa signature, la trace de ces vertus de rationalité, de libre consentement, de mesure et de respect fondé sur l'égalité, auxquelles il aimait naguère identifier le fédéralisme.

Depuis 1970, deux autres lois vont tenter d'établir la prépondérance du gouvernement fédéral sur le Québec et les provinces. En 1988, Ottawa a fait voter la *Loi sur les mesures d'urgence* et en 2000, la loi donnant effet à l'exigence de clarté en cas de référendum. L'auteure pose alors une question dont on peut mesurer l'importance et le poids:

Ainsi, pourrait-on penser que dans le cas d'une majorité obtenue à la suite d'une question référendaire qui ne serait pas reconnue comme «claire» selon la loi C-20, le chef de l'État pourrait légitimement avoir recours à des mesures d'urgence, telles que stipulées dans la loi de 1988 qui a été substituée à la *Loi sur les mesures de guerre*?

Plusieurs années plus tard, quelques ministres, présents lorsque la décision de proclamer cette loi, ont regretté de ne pas être intervenus à ce moment. «Trudeau semblait tellement convaincu que l'action proposée par Marc Lalonde était la bonne que nous avons perdu notre capacité de juger et nous lui avons donné notre appui dans ce qui allait être une injustice massive», avouera trente ans plus tard Éric Kierans, ministre fédéral à l'époque.

VICTIME D'UNE ÉPOQUE

Du meurtre à Paris de Mario Bachand, Anne Legaré livre sa propre vérité, elle que certains auteurs mal intentionnés ont plus ou moins associée à cette tragédie. Sa réplique est cinglante, essentiellement fondée sur des faits qui devraient faire taire une fois pour toutes rumeurs, fabulations et insinuations.

L'auteur estime enfin que c'est la pensée de Camus qu'on retrouve aujourd'hui au cœur de l'action militante actuelle. Il est possible d'arracher des réformes, de gagner de meilleures conditions d'existence. Quant à la pensée de Sartre, elle estime qu'elle est aujourd'hui marginalisée, à un point tel que la réalité a mis à jour les «impasses destructrices où elle pouvait conduire».

Cet essai est une contribution essentielle à la compréhension des choses.

En conclusion, elle déplore l'électorisme du Parti québécois, comme elle l'avait fait dans la livraison de juin 2020 de *L'Action nationale*, dans un dossier portant sur le 25^e anniversaire du référendum de 1995 et de la fondation des Intellectuels pour la souveraineté (IPSO). Elle cite Marcel Gauchet: «Les victoires électorales sont une chose, l'ascendant intellectuel et la capacité d'inspirer les politiques publiques en sont une autre.» Cet essai est une contribution essentielle à la compréhension des choses. ♦